



Quelques balises pour une cité à la carte

Luc Gwiazdzinski

► **To cite this version:**

Luc Gwiazdzinski. Quelques balises pour une cité à la carte. La ville 24h/24, Editions de l'aube 2003.
<halshs-01704168>

HAL Id: halshs-01704168

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01704168>

Submitted on 8 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quelques balises pour une cité à la carte

Luc Gwiazdzinski (*)

Face aux évolutions qui affectent le rythme de nos vies et de nos villes, deux discours contrastés émergent généralement : celui de l'aliénation et celui de la libération et de l'invention.

Dépasser les discours caricaturaux

Pour beaucoup, l'avènement de la ville en continu temporel 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 est synonyme de dictature du temps en continu des entreprises et des réseaux et de triomphe de l'idéologie de la compétition. Apprenti sorcier croyant maîtriser l'espace et le temps, l'homme se retrouverait aujourd'hui prisonnier d'une cité globale qui lui imposerait son propre espace et ses propres rythmes. La généralisation de la ville en continu temporel serait source de catastrophes: problèmes de santé, disparition des temps de rencontre et espaces collectifs, perte de repères et de cohésion globale de la société, multiplication des conflits entre individus, groupes et territoires; accroissement des déséquilibres et des inégalités entre individus et territoires, difficulté à gérer une demande continue et aussi éclatée et dégradation générale de la qualité de vie.

Sous prétexte de liberté, c'est l'individu sous pression qui paierait l'addition. Soumis à la dictature de l'urgence et au temps en continu des réseaux, il se verrait de plus en plus contraint de zapper entre les emplois du temps et les territoires de la cité éclatée. L'homme serait soumis à un double phénomène d'aliénation de l'espace et du temps. Cet espace et ce temps éclatés, « aliénés » selon l'expression d'Armand Frémont [1976], l'empêcheraient de réunir les morceaux du puzzle de sa vie. L'aliénation viderait progressivement l'espace et le temps de leurs valeurs pour les réduire à une somme de lieux et de moments réglés par les mécanismes de l'appropriation, du conditionnement et de la reproduction sociale: fragmentation du temps personnel d'un côté, pression continue de l'entreprise et des réseaux de l'autre.

Ce scénario catastrophe verrait se renforcer la dualisation humaine et territoriale de la société. D'un côté, les « maîtres du temps » une minorité d'individus favorisés capables de « resynchroniser » leurs activités, de se payer des « services de temps » et de se déconnecter pour se mettre au calme. De l'autre, accroissement des difficultés et des tensions pour une majorité de la population, « les esclaves du temps » incapables de se payer certains services, perpétuellement sous tension et sans possibilité aucune de se déconnecter. En parallèle se mettrait en place des territoires à deux vitesses: d'un côté les « territoires numériques » performants et rapides en continu temporel et de l'autre les « territoires archaïques », -subis ou choisis -du repli et de la nostalgie. Seule une catégorie de la population aisée serait capable de zapper de l'un à l'autre en fonction de son besoin de performance ou de repos.

A contrario, on peut décider de renverser les choses, choisir d'investir la nuit, dernière frontière, territoire en friche, disponible pour chacun, chaque jour renouvelé, un espace de liberté tout à la fois lieu d'échange et de rencontre, gisement d'emplois, terrain de découverte et de création comme nous l'avions proposé dans un appel à projets du Cercle pour

l'aménagement du territoire dans un essai sur les Territoires de l'ombre [Aghina, Gwiazdzinski, 1997].

On pourrait imaginer pouvoir échapper au chômage, à l'insécurité, à l'absence de communication ou à la ségrégation. Pourquoi ne pas anticiper le développement prévisible des activités nocturnes afin de gérer au mieux les inévitables conflits d'usages? On peut réfléchir à un aménagement et à un développement global de la ville qui intègrent la dimension temporelle et ne transforment pas la ville en caricature de cité livrée aux seules activités économiques. On peut alors imaginer « la nuit comme une nouvelle frontière » [Gwiazdzinski, 1997] dans le but d'une amélioration de la qualité de vie des habitants, avec ses mairies et ses services publics ouverts face aux activités commerciales et industrielles en continu.

L'animation et la mise en lumière de la ville peuvent contribuer à réduire le sentiment d'insécurité, générer des emplois et contribuer à créer un nouvel imaginaire [Gwiazdzinski, 1996]. Dans de nombreuses villes, l'insécurité et le sentiment d'insécurité ont fortement progressé, notamment dans les quartiers et les moments où la ville se trouve amputée d'une partie de ses activités [AIR Strasbourg, 2001].

Partout les réponses en termes d'effectifs policiers, de caméras de surveillance ou même de couvre-feu sélectif ont montré leurs limites. Peupler la soirée et la nuit en maintenant ouverts plus tardivement services publics (commissariats, centres socioculturels ...) et commerces permettrait de créer les conditions d'un encadrement social naturel [Gwiazdzinski, 2001]. Dans de nombreuses villes, l'expérience des « correspondants de nuit » a eu des résultats intéressants et pourrait être étendue à d'autres agglomérations et quartiers. Des réseaux de transport de nuit adaptés permettraient de desservir les zones d'activités, les cités universitaires et les espaces de loisirs du centre et de la périphérie.

Entre ces « futuribles » contrastés, l'avenir reste à construire en acceptant la complexité.

Accepter la complexité

Le temps, quelle que soit son échelle, se déroule selon une succession continuité/discontinuité de nature binaire qui marque l'écoulement de nos existences. Quelles que soient les évolutions possibles et les recompositions à l'oeuvre, l'individu, la société, la ville auront toujours besoin de discontinuités, « d'espaces tampons », de « contretemps » inorganisés pour vivre, discuter ou ne rien faire, à plusieurs ou seuls avec leur imaginaire. Temps de réflexion, d'échange et de fraternité, ce temps libre et citoyen n'est jamais perdu. En ce sens, nos emplois du temps et nos villes peuvent être comparés à nos maisons où subsiste toujours une pièce où sont stockés - pas rangés - les objets qui nous semblent inutiles. Empruntant aux utopies pirates du xviii^e siècle, un phénomène comme les *raves*, qui occupe provisoirement un territoire dans l'espace, dans le temps et dans l'imaginaire et se dissout dès lors qu'il est répertorié, est symbolique de notre époque. Au-delà de ces TAZ (Temporary Autonomous Zone), l'explosion actuelle d'événements festifs, festivals et autres salons spécialisés va dans le même sens.

Plus qu'une ville homogène, en continu spatial et temporel, nous aurons plus sûrement à gérer :

- des environnements artificiels, complexes, aux limites floues, aux rythmes pluriels et aléatoires ;
- un patchwork social, spatial et temporel en résonance avec le monde ;
- une cité peuplée d'acteurs multiples (habitants, utilisateurs, visiteurs ...) de plus en plus exigeants sur la qualité, la sécurité et la proximité face aux vitesses de changement ;
- une demande et une pratique de la ville de plus en plus individualisée, complexe et éclatée;
- une ville labyrinthe, architecture spatiotemporelle complexe, tour de Babel d'informations difficile à lire et à maîtriser pour qui ne disposera pas des clés ;
- Un développement des identités urbaines où la culture du temps et le régime temporel des individus et des groupes seront importants.

Dans les évolutions en cours, c'est le problème de l'éclatement, de la fin des continuités sociales, territoriales, qui est le plus prégnant et auquel nous sommes le moins bien préparés.

Changer de paradigme

Pour vivre, habiter, travailler, fréquenter voir gérer un morceau de cette cité globale imprévisible par nature, nous devons changer de paradigme pour tenter de dégager de nouvelles marges de manoeuvre, développer de nouveaux outils et surtout redéfinir un certain nombre de principes qui fondent notre société et notre capacité à vivre ensemble. Nous devons changer de lunettes pour penser la ville comme un labyrinthe en quatre dimensions habité, visité, qui évolue en permanence : une ville polychronique et polyrythmique. Pour penser, imaginer des systèmes aussi complexes, aléatoires, éphémères, multiscalaires et comprendre ce que pourrait être cette « cité globale à la carte », nous devons sans doute accepter d'oublier un instant la sécurité d'une pensée linéaire ordonnée, sa grammaire et ses codes, pour adopter les lunettes du « zappeur » qui recompose en permanence et à sa guise l'espace et le temps, et réinvente en permanence sa ville, à la carte. Quoi de plus adapté pour approcher un tel patchwork social, spatial et temporel et favoriser les échanges, les mélanges, l'invention et la créativité ? Le chercheur comme l'urbaniste ou l'édile doivent modifier leur approche de l'espace urbain, adopter un nouveau regard, penser, concevoir et gérer la ville en prenant en compte de manière simultanée la matérialité urbaine, les flux et les emplois du temps.

La réflexion doit définitivement basculer d'une logique de gain de temps à une logique de qualité de temps. L'écologie qui, pour l'instant, a surtout insisté sur la maîtrise de l'urbanisation et de l'industrialisation, des espaces et des productions, doit aujourd'hui intégrer la maîtrise et la qualité des temps.

Une approche prospective

La dictature de l'urgence, l'hypertrophie du présent et la survalorisation du passé qui caractérisent notre société s'accompagnent d'une incapacité à penser le futur et à se projeter pour construire notre avenir :

- l'homme doit se réconcilier avec le temps, notamment celui de la prospective pour échapper à la dictature de l'urgence et du présent ;
- il doit anticiper le développement prévisible des activités sur des tranches horaires de plus en plus larges afin de gérer au mieux les inévitables conflits d'usage.

Les pistes de réflexion pour la ville de demain résident plus sûrement dans la capacité individuelle et collective à imposer le débat sur ces questions et à mettre en place les conditions d'une négociation et d'un arbitrage permanent que dans la définition d'un aménagement spatiotemporel trop dogmatique ou dans une nostalgie passéiste autour des bons vieux temps de la ville. L'ouverture d'une réflexion croisant le temps, les systèmes productifs et l'espace, est l'occasion de définir une approche plus équilibrée et plus souple du développement et de la démocratie et une nouvelle culture du temps, un temps citoyen et maîtrisé.

La société doit pouvoir retrouver une capacité à formuler des projets d'utilisation et de maîtrise conjointe du temps et de l'espace au niveau de l'individu, de la famille, du voisinage, du quartier, de la ville ; il lui faut trouver les moyens de les harmoniser à l'échelle de la région, de la nation et de l'Europe. L'occasion est belle de reconquérir des marges de manoeuvre et de reprendre en main notre futur autour de choix tels que la qualité de la vie, le développement durable. Il est possible de le faire en laissant les options largement ouvertes, en assurant le maximum de diversité à tous les niveaux et en rendant à la population la faculté de se penser, d'inventer ses futurs pluriels et de s'organiser en vue d'une activité plus créatrice.

Nous ne pouvons prendre le risque de laisser des décisions isolées aboutir à de nouveaux déséquilibres, et à de nouvelles inégalités entre individus, quartiers et territoires. C'est en posant la question dans le cadre d'un large débat public et non en la renvoyant à la sphère privée que l'on peut espérer défendre les catégories les plus défavorisées, renforcer l'égalité entre citoyens et assurer la cohésion sociale.

Définir de nouveaux outils

Face à ces mutations, à ces décalages et logiques si contradictoires, la ville et les territoires deviennent tout naturellement des champs de bataille, de conciliation, de recherche ou d'expérimentation dont les outils restent encore largement à inventer.

Nous devons mettre en place des modalités d'apprentissage, d'initiation et d'éducation à la ville pour tous et imaginer une nouvelle ergonomie urbaine s'appuyant sur de nouveaux modes de représentation (cartes, animations ...), d'« imagibilité » [Lynch, 1960] et d'appropriation d'un environnement complexe et changeant. Les premiers travaux engagés en Italie -Politecnico de Milan -et en France -laboratoire Image et ville de Strasbourg autour des chronotopes et de la cartographie spatiotemporelle animation -laissent entrevoir d'intéressants développements [Pujo, Klein, Gwiazdzinski, 2001].

La qualité de nos vies dépendra de la capacité que nous aurons tous à négocier nos emplois du temps au mieux en alternant moments de pression et moments de pause, connexions et déconnexions avec la cité globale en continu. À nous de décider si ces contretemps, ces pauses, seront les mêmes qu'aujourd'hui ou plus aléatoires. À ce titre, les démarches engagées en Italie, en Allemagne et plus récemment en France autour des « bureaux du Temps » devront être suivies et encouragées. Elles permettent de remettre le citoyen et la citoyenneté au centre du débat et se situent au croisement de quatre demandes fortes de la population qui se sont notamment manifestées lors des derniers scrutins municipaux: qualité de la vie quotidienne, proximité, convivialité et démocratie participative. Démarche globale qui ne sépare plus la ville, l'entreprise et la population, l'approche

temporelle permet d'envisager une nouvelle gouvernance associant population, syndicats, entreprises et associations. Transversale par nature, compétence d'aucune collectivité, toute politique temporelle oblige au partenariat local et à la mise en place d'un processus de négociation en continu à l'opposé d'une approche autoritaire imposée d'en haut.

Au-delà de l'aspect négociation, il s'agit également de développer de nouveaux modes et outils de régulation des inégalités sociales et spatiales intégrant la question du temps. Dans les années cinquante, on a tenté d'assurer « une meilleure répartition des hommes, des activités et des richesses pour le bien-être et l'épanouissement de la population ». Aujourd'hui, on doit chercher à définir les méthodes et les outils d'un aménagement spatiotemporel équilibré tant en intra-urbain qu'à l'échelle du réseau de villes. Ces préoccupations temporelles doivent irriguer les procédures d'aménagement et de développement qui se mettent actuellement en place et permettre une gestion globale de la mobilité cane au niveau de la personne que des territoires. Les plans de déplacements urbains, les schémas de cohérence territoriale doivent aboutir à la mise en place de plans de réglementations différenciées selon les heures ou des jours de la semaine, dans lesquels la notion de mixité temporelle soit valorisée. Dans la recomposition à l'œuvre sur les territoires, la dimension temporelle est un élément d'enrichissement des dynamiques d'intercommunalité de projet et des pays autour des notions de qualité de vie et de territoires pertinents et vécus.

Revisiter nos vieux principes

La République pour tous dans l'espace et dans le temps

Cette évolution des systèmes urbains, le développement du temps en continu des entreprises et des réseaux, les risques d'accroissement des inégalités et de délitement du lien social nous obligent à réaffirmer et à relire les principes fondateurs de la République, en tenant compte de ce nouveau contexte : Liberté, Égalité, Fraternité, dans l'espace mais aussi dans le temps. La notion d'égalité temporelle devrait tout particulièrement être prise en compte et affirmée de jour comme de nuit [Gwiazdzinski, 2001].

Le droit à la ville pour tous partout et à toute heure

Il s'agit de définir un nouveau droit à la ville qui ne se limite pas à la période diurne mais tienne compte des mutations engagées : un droit à la ville pour tous, partout et à toute heure. La citoyenneté se comprend de jour comme de nuit dans ses droits comme dans ses devoirs.

Sous réserve que soient mis en avant ces principes, posés clairement les éléments du débat et développés les outils et procédures d'aménagement spatiotemporel adaptés à la ville polychronique -qui dort, qui travaille et qui s'amuse-, l'hypothèse du développement maîtrisé d'une ville en continu peut et doit rester ouverte. Pour paraphraser le magazine *Nova*, « La ville en continu: si je veux ».

Substituons à l'angoisse du faire celle du bien faire et retrouvons la sagesse de nos maîtres italiens ... « *Chi va piano, va sano ; chi va sano, va lontano* »...

(*) Luc Gwiazdzinski est Géographe, enseignant en aménagement et urbanisme à l'IGA à Grenoble, responsable du Master Innovation et Territoire (www.masteriter.fr), professeur associé à Shanghai University (Chine), il est chercheur au Laboratoire Pacte (UMR Pacte CNRS 5194) associé à l'EIREST (Paris 1 Sorbonne) et au MOTU (Milan). Ses travaux portent notamment sur le temps, l'innovation et les relations art et territoire.

Citer l'article :

GWIAZDZINSKI L., 2003, « Quelques balises pour une cité à la carte », in *La ville 24h/24*, La Tour D'Aigues, L'Aube, pp.231-238

Contact :

luc.gwiazdzinski@univ-grenoble-alpes.fr